

LE NOUVEL ORDRE IMPÉRIAL OU LA MONDIALISATION DE L'EMPIRE ÉTATS-UNIEN

[Gilbert Achcar](#)

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2003/1 n° 33 | pages 15 à 24

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130534631

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2003-1-page-15.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le nouvel ordre impérial ou la mondialisation de l'Empire états-unien

Par Gilbert ACHCAR

Il aura fallu un siècle pour que les Etats-Unis étendent leur « *manifest destiny* » du continent nord-américain à la planète entière¹. Le journaliste John O'Sullivan, auteur de cette célèbre formule, l'avait définie, en 1845, comme consistant « à nous épandre sur le continent alloué par la Providence au libre développement de nos millions [d'habitants] se multipliant annuellement ». Ce destin se traduit, dès l'année suivante, par l'expansion territoriale des Etats-Unis aux dépens du Mexique, après une longue histoire de progression sanglante de la *Frontier* jusqu'à la côte Pacifique, aux dépens des Amérindiens.

La mondialisation de la « manifest destiny »

Dès la fin du XIX^e siècle, la « *manifest destiny* » changeait de destination. De l'expansion territoriale des Etats-Unis pour le libre développement de leurs millions d'habitants, elle se mua en expansion impériale pour le libre développement de leurs millions de dollars. La présidence de William McKinley (1897-1901) fut le moment décisif de cette mutation « impérialiste » des Etats-Unis, selon l'expression utilisée par l'auteur même du manifeste économique de cet expansionnisme, l'expert financier Charles Conant :

1. Une section extraite d'une première version partielle de cet article, rédigée au cours de l'été 2002, a été publiée dans *Recherches internationales*, automne 2002.

« L'auteur [de cet article] n'est pas un tenant de "l'impérialisme" par sentiment, mais ne craint pas l'appellation si elle signifie seulement que les Etats-Unis imposeront leur droit à des marchés libres dans tous les vieux pays qui sont ouverts maintenant aux ressources excédentaires des pays capitalistes et reçoivent ainsi les avantages de la civilisation moderne »².

McKinley présida à la projection mondiale de la « *manifest destiny* » : guerre contre l'Espagne, extension de la domination états-unienne à Cuba, Porto Rico et aux Philippines, politique de la « porte ouverte » en Chine et participation à la répression internationale de la révolte des Boxers. Il fut assassiné en septembre 1901. Son vice-président, Théodore Roosevelt, lui succéda. Cet homme – qui s'était déjà illustré à Cuba dans la guerre contre l'Espagne et dont le nom est associé, dans l'histoire de la politique extérieure états-unienne, au *Big Stick* (gros bâton), qui désigne la politique qu'il pratiqua en Amérique latine, et notamment à Cuba et au Panama – allait formuler le pendant politico-militaire du manifeste économique de Conant : le manifeste politique de l'expansionnisme impérialiste des Etats-Unis.

Ce fut le 6 décembre 1904, dans son message annuel au Congrès. Sa doctrine, connue sous le nom de « corollaire Roosevelt » de la doctrine Monroe, s'inscrivait contre ceux qui, aux Etats-Unis mêmes, étaient réticents, par fidélité aux traditions du pays, à l'idée d'un accroissement des ressources de l'armée fédérale. Théodore Roosevelt expliquait que « si les grandes nations civilisées d'aujourd'hui venaient à désarmer complètement, le résultat signifierait une recrudescence immédiate de la barbarie sous une forme ou une autre ».

« Quelles que soient les circonstances, un armement suffisant devrait être entrepris afin de servir aux fonctions de police internationale ; [...] une nation désireuse à la fois d'assurer le respect pour elle-même et de faire du bien aux autres doit avoir une force adéquate pour cette tâche qu'elle sent lui avoir été assignée en tant que partie du devoir mondial général. [...] Un grand peuple libre se doit à lui-même et doit à l'humanité entière de ne pas sombrer dans l'impuissance devant les forces du Mal [...].

Tout pays dont le peuple se conduit bien peut compter sur notre amitié chaleureuse. Si une nation montre qu'elle sait comment agir avec

2. Charles Conant, « The Economic Basis of "Imperialism" », *North American Review*, Septembre 1898, article reproduit dans Louis Snyder, *The Imperialism Reader*, Van Nostrand, Princeton (NJ), 1962, pp. 84-87. Depuis la rédaction de ces lignes, ce même texte classique a été cité dans un article de John Bellamy Foster traitant de la résurgence du terme « impérialisme » aux Etats-Unis en 2002 : « The Rediscovery of Imperialism », *Monthly Review*, vol. 54, n° 6, novembre 2002.

efficacité et décence raisonnables dans les affaires sociales et politiques, si elle maintient l'ordre et s'acquitte de ses dettes, elle ne doit pas craindre une intervention de la part des Etats-Unis. Une mauvaise conduite persistante, ou une incapacité qui aboutirait à un relâchement général des liens de la société civilisée, peut, en Amérique comme partout ailleurs, requérir en définitive l'intervention de quelque nation civilisée. »

La « *manifest destiny* » prenait ainsi une dimension internationale, relevant d'un « devoir mondial général » que la nation états-unienne « sent lui avoir été assigné » face aux « forces du Mal ». Les Etats-Unis s'arrogeaient le droit de déterminer quel peuple « se conduit bien », et menaçaient de leur intervention toute nation qui ne saurait pas gérer « avec efficacité et décence raisonnables » ses propres affaires sociales et politiques et ne s'acquitterait pas de ses dettes. Autrement dit, toute nation qui ne respecterait pas les lois du marché capitaliste mondial et n'ouvrirait pas son propre marché à l'impérialisme états-unien, pour reprendre les termes de Conant, serait exposée à l'intervention militaire des Etats-Unis.

Au moment où Théodore Roosevelt formulait cette doctrine, les « fonctions de police internationale » que s'attribuaient les Etats-Unis se limitaient pour l'essentiel à leur périmètre hémisphérique : les Amériques, ainsi que quelques îles du Pacifique, dont celles de l'archipel des Philippines étaient les plus importantes. En moins de trente années, d'une guerre mondiale à l'autre, les Etats-Unis allaient étendre ces « fonctions » à l'échelle planétaire – dans les limites, cependant, du « rideau de fer » qui séparait, après 1945, les dominions de leur propre empire, déjà le plus grand de l'histoire, de ceux de l'Empire soviétique.

De l'équilibre de la terreur instauré entre les deux superpuissances mondiales, se dégageait cependant une marge de manœuvre qui fut exploitée par plus d'un pays dans chaque « camp » afin de s'affranchir de la tutelle pesante imposée de part et d'autre. Malgré les interventions répétées de chaque superpuissance dans sa sphère d'influence, un certain nombre de pays parvinrent à s'émanciper relativement, dont la plupart se réunirent dans le mouvement des pays non-alignés.

A présent, un siècle après McKinley, l'Empire états-unien couvre la planète entière, à l'exception de quelques enclaves soumises à embargo, à la manière du village gaulois assiégé par l'Empire romain dans une célèbre bande dessinée. L'écroulement de l'Union soviétique a laissé le champ libre à l'unique superpuissance restée en lice et devenue entre-temps « hyperpuissance », du fait du formidable accroissement de la performance de ses forces armées, dû à cette « révolution dans les

affaires militaires » par laquelle les Etats-Unis relancèrent leur « révolution technologique permanente », un temps grippée.

Sous George Bush père (1989-1993), l'Empire américain en était encore à récupérer sa capacité morale d'intervention militaire, paralysée quelques années durant par le « syndrome vietnamien ». La guerre du Golfe se déroula, somme toute, au cœur même de leur zone de domination la plus traditionnelle, dans cet espace pétrolier dont le principal Etat est leur plus ancien dominion en dehors de leur périmètre hémisphérique : le royaume saoudien. Et elle se déroula au nom d'un « nouvel ordre mondial » dont l'une des pierres angulaires devait être, selon Bush père, l'Organisation des Nations-Unies – c'est-à-dire une organisation dont la structure même est fondée sur l'ordre bipolaire tel qu'il se dégagait de la Seconde Guerre mondiale. L'Union soviétique était gravement malade, mais pas encore défunte.

C'est sous l'administration Clinton (1993-2001) que l'extension de l'empire américain au-delà de l'ex-rideau de fer allait avoir lieu. Outre l'hégémonie financière et la tutelle économique imposées aux pays de l'ex-empire soviétique, y compris la Russie elle-même ; et outre l'ouverture brutale des marchés de ces pays au capitalisme mondial, au nom de l'ultralibéralisme érigé en loi du système impérialiste planétaire et rebaptisé « mondialisation » pour faire chic – la pénétration militaire de l'ex-espace soviétique sera marquée par deux événements majeurs : l'élargissement de l'OTAN à l'Est, en commençant par la Hongrie, la Pologne et la République tchèque en 1997 (sans oublier la RDA absorbée par la RFA dès 1990), et l'intervention militaire de cette même OTAN dans les Balkans, en Bosnie d'abord en 1995, puis, de façon beaucoup plus massive, contre la Serbie en 1999.

La pénétration militaire se limitait encore, cependant, aux « marches » de l'empire soviétique, à des territoires qui relevaient plus ou moins, jusqu'à une date récente, de la sphère d'influence de l'Union soviétique, sans empiéter directement sur les territoires mêmes de l'Union, les ex-républiques soviétiques. Lorsque la décision fut prise en 1997 d'intégrer les trois Etats d'Europe centrale dans l'OTAN, la Russie pouvait encore croire que la ligne rouge qu'elle avait fixée – contre tout empiètement de l'OTAN sur le territoire de l'ex-URSS – serait respectée, même si les « faucons » antirusse aux Etats-Unis, Zbigniew Brzezinski en tête, appelaient déjà à ne pas en tenir compte.

Cette dernière restriction a été définitivement abolie après le 11 septembre 2001 : sous le prétexte de la « guerre contre le terrorisme », les Etats-Unis se sont implantés militairement en Asie centrale ex-soviétique, avec l'acquiescement impuissant et résigné de Vladimir Poutine. Ils ont aménagé des bases aériennes en Ouzbékistan et au

Kirghizstan, envisagent d'en établir au Tadjikistan et ont obtenu des facilités militaires au Kazakhstan. Sous le même prétexte, ils ont poussé leur présence militaire directe jusqu'en Géorgie. Par ailleurs, le sommet de l'OTAN réuni à Prague en novembre 2002 a décidé d'intégrer à l'Alliance les trois républiques baltes ex-soviétiques, en sus de quatre autres Etats d'Europe orientale (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie).

Ainsi, il n'y a plus sur terre de pays interdit à l'implantation directe des forces armées états-uniennes par veto d'un autre pays – à l'exception de Taiwan par un veto chinois d'autant plus légitime que l'île fait partie du territoire de la « Chine unique », selon une convention reconnue tant par Washington que par l'ONU. On peut s'attendre d'ailleurs à ce que le contre-veto états-unien envers la Chine continentale au sujet de la même île, principale pomme de discorde entre Pékin et Washington, s'amplifie dans les années à venir – au-delà de ce que fut la « crise des missiles » sino-états-unienne de 1996³, qui représente jusqu'ici l'apogée de la tension entre les deux pays depuis leur alliance contre Moscou dans les années 1970.

A cette exception près, qui témoigne de la « menace potentielle » que représente la force montante de la Chine aux yeux de Washington, même si l'écart actuel entre les deux pays reste énorme, il n'y a donc plus de puissance sur terre qui soit, à la fois, capable objectivement d'opposer un veto à l'extension militaire de la domination états-unienne et disposée subjectivement à le faire.

La « guerre contre le terrorisme », inaugurée par George Bush fils en réaction aux attentats du 11 septembre 2001, marque ainsi l'achèvement de l'établissement du « nouvel ordre impérial », véritable identité de ce que George Bush père annonça sous le nom euphémique de « nouvel ordre mondial » le 11 septembre 1990⁴. La « *manifest destiny* » couvre maintenant la planète entière.

Le bras armé de la « mondialisation » néolibérale

Dans un article remarquable, remontant au premier temps du discours sur la « mondialisation », Robert W. Cox critiquait à juste titre les

3. En riposte à des tirs de missiles chinois près de Taiwan, visant à intimider les indépendantistes de l'île à la veille d'élections, Washington dépêcha dans la zone, à titre dissuasif, deux groupes aéronavals de combat.

4. Sur le discours prononcé par George Bush père le 11 septembre 1990, voir mon ouvrage *Le choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial*, Complexe, Bruxelles, 2002.

thèses qui présentaient celle-ci comme la victoire du marché mondial – régi par un principe d’interdépendance non territorial qui transcenderait les Etats – sur le système interétatique, fondé sur un principe territorial et sur la puissance militaro-politique. A l’encontre de cette vision dont on trouve un écho dans le best-seller de Negri et Hardt ⁵, Cox – citant la célèbre argumentation de Karl Polanyi contre le mythe du marché autorégulateur en l’absence de coercition étatique ⁶ – affirmait que la « mondialisation » de la fin du XX^e siècle « dépend elle aussi de la puissance militaro-territoriale d’un pouvoir coercitif [*enforcer*] », qui n’est autre que « la capacité états-unienne de projeter la force militaire à l’échelle mondiale » ⁷.

Lorsque Cox écrivait son article, le débat ne relevait déjà plus de la formulation d’hypothèses : la guerre du Golfe avait amplement illustré le caractère « indispensable » – comme s’en vantera plus tard Madeleine Albright – de la puissance états-unienne. En annexant le Koweït, Saddam Hussein avait cru pouvoir transgresser impunément ce principe territorial que la « mondialisation » était censée avoir frappé de caducité. Il pensait pouvoir se débarrasser du fardeau de la dette énorme qu’il avait accumulée pendant huit ans de guerre insensée contre l’Iran khomeyniste, en faisant ainsi main basse sur un Etat croupion habitué à « recycler » ses pétrodollars dans les économies occidentales. La riposte internationale – blocus, menace d’intervention militaire – eût vite fait de lui démontrer que la souveraineté des Etats est un principe à géométrie variable, et que quelques Etats puissants continuaient à en détenir la clé, déterminant quelle « souveraineté » est à protéger, et contre qui, dans l’arène mondiale, et quelle autre ne mérite rien de plus qu’un pouce renversé. Le dictateur irakien crut alors opportun d’annoncer l’abrogation unilatérale de ses dettes, face à ces puissances qui lui déniaient la possibilité de les rembourser en puisant dans la caisse des voisins koweïtiens.

Mal lui en prit. Il offrit à la nouvelle Rome, sise à Washington, l’occasion idéale de s’affirmer comme unique garante de l’ordre impérial (celui de son propre empire) et impérialiste (celui de l’ensemble des puissances capitalistes qui dominant le marché mondial) à l’échelle du globe. Ecrasé militairement, l’Irak fut soumis à strangulation par voie

5. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Harvard University Press, Cambridge (MA), 2000.

6. Karl Polanyi, *The Great Transformation*, Beacon Press, Boston, 1957 (première édition : 1944). Traduction française : *La grande transformation*, Editions Gallimard, 1983.

7. Robert W. Cox, « Global Perestroika », in *New World Order ?*, *Socialist Register 1992*, dirigé par Ralph Miliband et Léo Panitch, Merlin Press, Londres, 1992, p. 36.

d'embargo afin de lui extorquer le paiement de « compensations » considérablement plus importantes que la dette que Saddam Hussein avait cru pouvoir abroger. La leçon était édifiante pour l'ensemble de la planète : l'hyperpuissance états-unienne se faisait fort de rappeler à l'ordre et de punir sévèrement tout Etat qui tenterait de défier le nouvel ordre impérial et les lois sacro-saintes de la propriété capitaliste sur laquelle repose le marché mondial.

A l'heure où ces lignes sont rédigées, l'Irak, victime de la première grande démonstration de force du nouvel ordre impérial de l'après-Guerre froide, est en passe d'en subir la quatrième. La différence entre les deux démonstrations témoigne de l'évolution des rapports de force en douze ans. En 1991, du temps où l'Union soviétique, bien qu'agonisante, existait encore ; où les Etats-Unis étaient encore empêtrés dans un syndrome vietnamien dont le dépassement relevait du pari osé ; et où la « révolution dans les affaires militaires » entamée sous Ronald Reagan n'avait pas encore été testée grandeur nature – George Bush père s'était restreint à l'objectif de refoulement des forces irakiennes hors du Koweït, compatible avec le droit international et le soutien onusien.

La raison fondamentale en était que la première administration Bush ne disposait d'aucune solution de rechange à Saddam Hussein, capable d'instaurer par ses propres forces, avec l'appui de Washington, un ordre inféodé aux Etats-Unis, dans ce pays détenteur des réserves de pétrole les plus importantes du monde après le royaume saoudien. A défaut d'une telle perspective, et n'étant pas en mesure de coloniser le pays directement, Bush père avait le choix entre l'élimination de Saddam Hussein, qui aurait probablement débouché sur le chaos, voire le démembrement du pays, avec intervention des voisins turc, syrien et iranien, ou son maintien au pouvoir sous surveillance. C'est ce second choix qui fut fait : non seulement le tyran de Bagdad fut laissé au pouvoir, mais les forces armées états-uniennes dégagèrent un passage à sa garde prétorienne, en mars 1991, pour qu'elle puisse écraser dans le sang et sous leur regard l'insurrection anti-baasiste dans le sud du pays⁸, tandis qu'elles laissaient le régime utiliser des moyens aériens pour mater tant l'insurrection sudiste que celle des Kurdes au nord de l'Irak.

L'Irak fut ensuite soumis à douze années d'embargo criminel envers sa population – plus d'un million de morts dues à l'embargo depuis

8. Cet épisode – qui n'est pas sans rappeler les massacres perpétrés à Sabra et Chatila en 1982 par les milices de l'extrême droite chrétienne libanaise sous la supervision de l'armée israélienne menée par Ariel Sharon – avait fait 30 000 morts, selon les estimations américaines.

1991, selon les chiffres des agences onusiennes, soit un crime contre l'humanité de proportion génocidaire ! – sous l'étroite surveillance des Etats-Unis et de leur « caniche » britannique ⁹, et sous leurs bombardements répétés, avec la complicité des autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Washington pouvait s'accommoder de cette situation, dans la mesure où le marché pétrolier mondial était marqué par une offre excédentaire, et que le rétablissement de la production irakienne à pleine capacité – alors que le pays ne produit actuellement qu'à mi-capacité en raison de la destruction de ses infrastructures et de leur non-modernisation pour cause d'embargo – risquait alors de faire chuter les prix du baril de brut au-dessous du prix optimum pour les Etats-Unis, en acculant ainsi au chômage technique les producteurs texans de pétrole.

Aujourd'hui, les perspectives du marché pétrolier mondial indiquent la forte probabilité d'un nouveau déséquilibre haussier – plus structurel que conjoncturel, à la différence de la plupart des précédents – en raison de la progression continue de la demande qui s'ajoute au tarissement prévu des zones d'exploitation pétrolifères les plus anciennes, dont celles des Etats-Unis mêmes ¹⁰, et à l'impossibilité de pomper davantage de pétrole dans la plupart des zones pétrolifères du monde. C'est d'ailleurs ce qui fait l'intérêt du bassin de la Caspienne, dans lequel les Etats-Unis se sont installés militairement et qui se trouve être une des rares zones au potentiel encore partiellement inexploité.

Il faut donc rétablir la production pétrolière irakienne à pleine capacité, ce qui suppose quelques années de reconstruction-modernisation des infrastructures du pays, et donc la levée de l'embargo. Autrement dit, du point de vue de Washington, il faut renverser le régime de Saddam Hussein et annuler les contrats qu'il a conclus avec les intérêts pétroliers russes et français durant les années de l'embargo, afin d'inciter Moscou et Paris à agir pour sa levée, et mettre à sa place un gouvernement inféodé aux Etats-Unis, qui réserverait la part du lion à leurs intérêts.

C'est là donc que se mesure la distance parcourue en douze ans dans l'affirmation de la suprématie états-unienne et la construction du nouvel ordre impérial. Depuis la fin de la Guerre froide, en effet, les Etats-Unis n'ont cessé de creuser le fossé qui sépare leurs moyens militaires de ceux du reste du monde. Ils dépensent aujourd'hui à eux

9. C'est l'expression appliquée par un quotidien britannique à Tony Blair, pour décrire ses rapports avec Washington.

10. Au rythme actuel d'extraction du pétrole, les réserves pétrolières des Etats-Unis arriveraient à tarissement au début de la prochaine décennie, selon les estimations courantes.

seuls près de 40 % des dépenses militaires mondiales et, au vu de la nouvelle hausse à long terme du budget du Pentagone entamée sous Clinton et accélérée sous Bush fils depuis le 11 septembre, ils atteindront bientôt et dépasseront peut-être le point où ils dépenseront à eux seuls pour leurs forces armées autant que l'ensemble des autres pays de la planète !

C'est cette formidable supériorité des moyens militaires qui permet au gouvernement des Etats-Unis d'envisager ce qui aurait été impensable en 1991 : la mainmise directe sur l'Irak. Selon *Newsweek*, hebdomadaire d'ordinaire bien informé, « les officiels disent que le projet [de l'administration Bush pour l'après-Saddam Hussein] écarte de façon réaliste les espoirs d'une démocratie à court terme en Irak, et prévoient plutôt une force d'occupation menée par les Etats-Unis qui resterait en place plusieurs années, ainsi qu'un gouvernement représentatif soigneusement sélectionné avec des délégués des principaux groupes ethniques et religieux irakiens. Le projet prévoit un "système pluraliste, et non démocratique au sens littéral", affirme un diplomate de haut rang qui a été informé du plan »¹¹.

Le nouvel ordre impérial états-unien combine ainsi plusieurs niveaux de domination : la suzeraineté sur les puissances vassales, le protectorat pour la plupart des autres et l'administration coloniale directe pour certains. Que cette dernière forme puisse être envisagée à présent pour un pays de la taille et de l'importance de l'Irak en dit long sur le niveau atteint dans le parachèvement de la construction de l'Empire mondialisé.

Cette « dominance asymétrique » des Etats-Unis¹² n'a qu'un seul talon d'Achille véritable : le mouvement populaire aux Etats-Unis mêmes, qui a empêché jadis son propre gouvernement de franchir de nouveaux seuils dans l'escalade meurtrière au Vietnam et l'a finalement contraint à se retirer, dépité, de ce pays meurtri. C'est pourquoi les seules formes de luttes efficaces contre l'hyperpuissance états-unienne – qui n'est pas, loin s'en faut, une toute-puissance – sont celles qui opposent à l'asymétrie militaire en faveur de Washington, l'asymétrie politico-démocratique en faveur des mouvements populaires, mesurée à l'aune de sa capacité à convaincre la population états-unienne elle-même de la légitimité de sa cause.

C'est ce qu'avait très bien vu Robert Cox, dans l'article de 1992 déjà cité, anticipant une problématique qui n'allait s'épanouir que plus tard : « Sur le plan militaire, la lutte est tenue d'être asymétrique contre

11. « Powell Pulls Through », *Newsweek*, édition européenne, 18 novembre 2002.

12. Sur ces notions, voir mon ouvrage déjà cité.

un monopole concentré de force militaire de haute technologie. Des stratégies qui s'appuient sur un autre type de force seront requises. Une expérience a été acquise avec des méthodes d'opposition relativement non-violentes, comme l'Intifada par exemple »¹³.

A cette aune, le progrès accompli depuis le 11 septembre 2001 est presque aussi considérable que les performances militaires de Washington : tandis que des pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie connaissaient des manifestations anti-guerre d'une ampleur sans précédent, la mobilisation anti-guerre a d'ores et déjà atteint, aux Etats-Unis mêmes, son niveau le plus élevé depuis le Vietnam – et ce, en dépit du traumatisme du 11 septembre, ce qui est d'autant plus remarquable.

La construction d'un nouveau mouvement antimilitariste et anti-impérialiste de longue haleine à l'échelle mondiale, se combinant avec celle du mouvement alter-mondialiste et renforçant sa dynamique d'ensemble anticapitaliste, sont la seule riposte efficace au nouvel ordre impérial siégeant à Washington. Et c'est à Washington même que ces mouvements devront culminer afin de l'emporter.

13. Cox, *op. cit.*, p. 41. Il s'agit, bien entendu, de la première Intifada palestinienne, déclenchée en décembre 1987, dont les « pierres » des manifestations populaires furent l'arme la plus redoutable contre l'armée d'occupation israélienne. Dans la « seconde Intifada » déclenchée en septembre 2000, les Palestiniens, mal conseillés par une direction bureaucratique corrompue, tombèrent dans le piège du recours aux armes à feu et aux attentats contre les civils.